



La reprise de l'emploi salarié s'affirme dans la construction

Au deuxième trimestre 2018, l'emploi salarié est stable en Normandie comme en France. En dépit de cette stabilité, la progression de l'emploi salarié dans la construction (+ 0,4 %) et dans l'industrie (+ 0,2 %) est un signe encourageant. Dans ce contexte, le chômage diminue à peine, tant en Normandie qu'en France (- 0,1 point). Les mises en chantier de logements sont en hausse (+ 5,2 %) ainsi que les nuitées dans les hôtels (+ 1,6 %). Les créations d'entreprises restent dynamiques (+ 4,6 %), malgré un net ralentissement du côté des micro-entreprises.

Laura Le Mains, Étienne Silvestre (Insee Normandie)

Rédaction achevée le 26 septembre 2018

L'emploi dans le tertiaire marchand et l'intérim faiblit

Au deuxième trimestre 2018, l'emploi salarié est stable en Normandie, comme au niveau national (*figure 1*). Cette stagnation résulte de la hausse de l'emploi privé conjuguée à une baisse dans la fonction publique de 0,2 %. Avec près de 500 emplois supplémentaires par rapport au trimestre précédent, la construction est le secteur qui contribue le plus à la dynamique régionale (+ 0,4 % ; *figure 2*).

L'industrie, le tertiaire marchand hors intérim et l'agriculture comptabilisent, à eux trois, plus de 800 emplois supplémentaires par rapport au 1^{er} trimestre. Le tertiaire non marchand repart à nouveau à la baisse (- 0,2 %), après un trimestre stable. Il est le seul secteur déficitaire sur un an (- 0,5 %). Après deux trimestres de hausse, l'intérim perd à nouveau des emplois (- 0,1 %), mais de manière moins prononcée qu'au niveau national (*figure 3*). Sur un an, l'emploi salarié normand progresse de 0,2 % (+ 0,8 % en France).

L'emploi tertiaire non marchand en baisse dans tous les départements normands

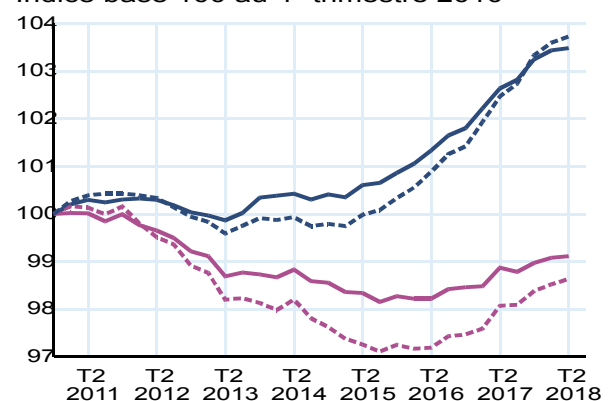
L'emploi salarié progresse dans l'Eure et la Manche (+ 0,2 %). Il est stable dans le Calvados et la Seine-Maritime, après plusieurs trimestres de hausse. Il repart à la baisse dans l'Orne (- 0,4 % ; *figure 4*). Le tertiaire non marchand ralentit

dans tous les départements normands. La croissance de l'emploi est principalement portée par l'intérim et la construction dans l'Eure et par l'industrie et le tertiaire marchand dans la Manche.

1 Évolution de l'emploi salarié

- emploi salarié Total - Normandie
- emploi salarié Total - France hors Mayotte
- emploi salarié Privé - Normandie
- emploi salarié Privé - France hors Mayotte

Indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires. Champ : emploi salarié total.

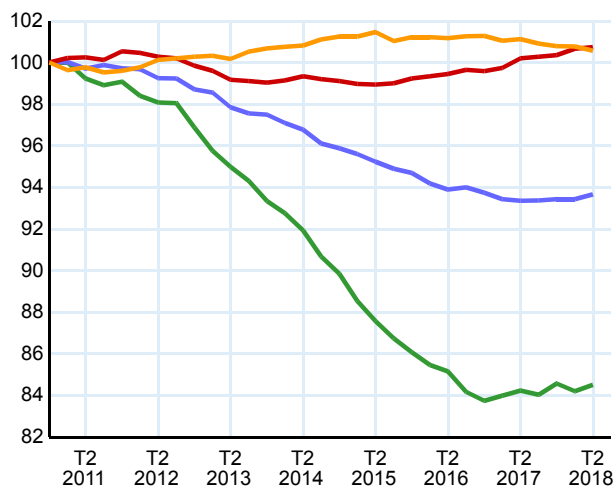
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

La stabilité de l'emploi dans le Calvados provient essentiellement d'une baisse dans le tertiaire marchand (-0,2 %). La Seine-Maritime est le seul département accusant un recul de l'intérim (-2,9 %). L'Orne, contrairement aux autres départements normands, subit une baisse de l'emploi industriel (-1,5 %).

2 Évolution de l'emploi salarié par secteur en Normandie

Construction Industrie
Tertiaire marchand hors intérim Tertiaire non marchand

Indice base 100 au 4^e trimestre 2010

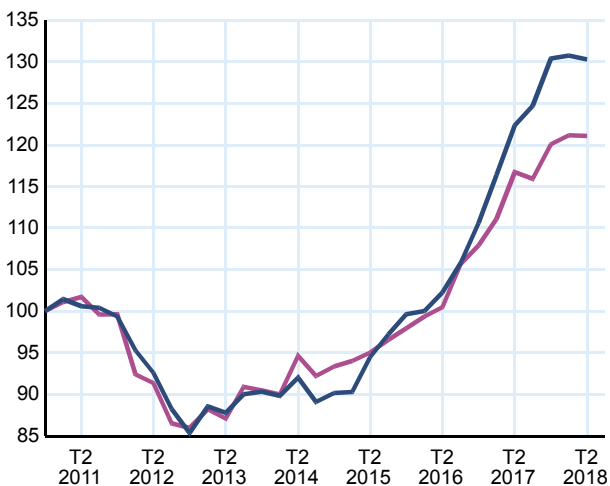


Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee.

3 Évolution de l'emploi intérimaire

Normandie France hors Mayotte

Indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee.

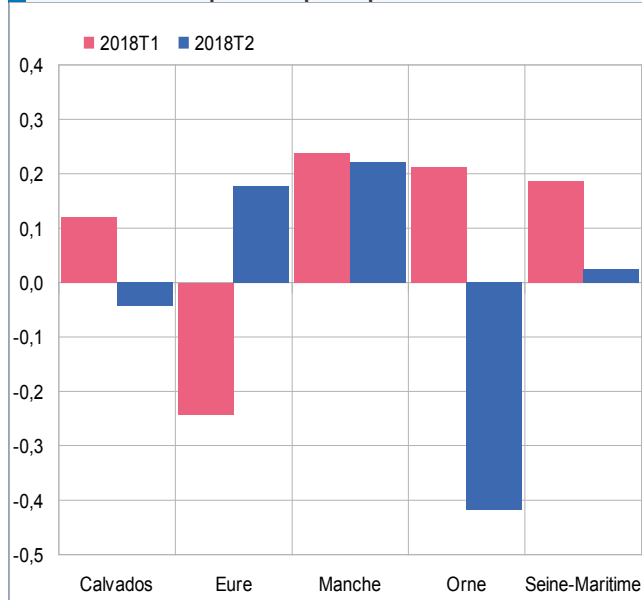
AVERTISSEMENT

Auparavant, les estimations trimestrielles d'emploi (ETE) publiées au niveau localisé (région et département) portaient seulement sur les salariés du secteur marchand - hors agriculture et activité des particuliers employeurs - en France métropolitaine. Depuis la publication de juin 2018, le champ des ETE localisé est étendu à l'ensemble de l'emploi salarié et aux départements d'outre-mer (hors Mayotte). Par rapport à la situation antérieure, sont donc ajoutés les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs.

De plus, une distinction des emplois « privé » et « public », établie à partir de la catégorie juridique des employeurs, est disponible au niveau régional. Les niveaux de l'emploi « privé » publiés par les Urssaf et par l'Insee diffèrent du fait d'écarts de champ et de concept, et de légères différences peuvent exister sur les taux d'évolution (effets de composition liés aux écarts de niveaux).

Parallèlement, l'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut entraîner des révisions accrues sur les données, en particulier durant la phase de montée en charge de la DSN.

4 Évolution de l'emploi total par département



Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee.

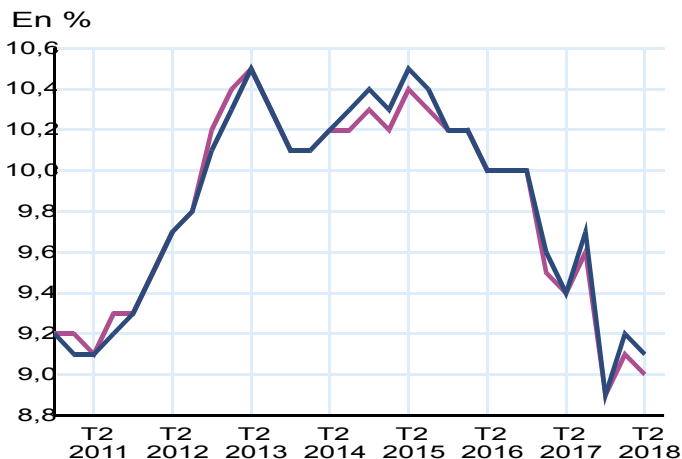
Le chômage repart légèrement à la baisse

Au deuxième trimestre 2018, le taux de chômage normand s'établit à 9,0 %, contre 8,7 % en France métropolitaine. La Normandie est au 5^e rang des 13 régions métropolitaines pour son taux de chômage.

Par rapport au trimestre précédent, le taux de chômage diminue à peine, de 0,1 point en Normandie (figure 5). Cette baisse concerne toutes les régions, dans des proportions similaires, hormis la Corse qui bénéficie d'une baisse de 0,6 point. Sur un an, le taux de chômage diminue de 0,4 point en Normandie comme en France métropolitaine.

5 Taux de chômage

Normandie France hors Mayotte



Notes : données trimestrielles CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

La Seine-Maritime et la Manche bénéficient de cette diminution du taux de chômage (-0,2 point par rapport au trimestre précédent). Mais la Seine-Maritime reste le département normand où le taux de chômage est le plus élevé (10,1 %) et la Manche celui où il est le plus bas (6,8 %). Dans les trois autres départements normands, le taux de chômage reste stable. Sur un an, tous les départements normands connaissent une embellie sur le front du chômage. C'est particulièrement le cas pour la Manche (-0,6 point) et la Seine-Maritime (-0,5 point).

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en

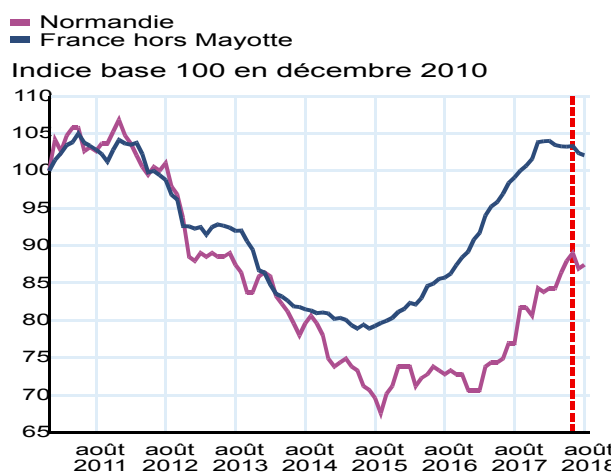
catégorie A, B ou C diminue de 0,5 % en Normandie ce trimestre alors qu'il croît au niveau national (+ 0,4 %). Toutefois, le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée continue d'augmenter (+ 1,4 %), ainsi que celui des moins de 25 ans (+ 0,8 %) et des plus de 50 ans (+ 0,3 %).

Le nombre de demandeurs d'emploi fléchit dans tous les départements normands (entre - 0,8 % pour la Manche et - 0,1 % dans le Calvados et l'Orne). Cependant, sur un an, il progresse toujours dans le Calvados (+ 0,4 %), l'Orne (+ 0,4 %) et la Seine-Maritime (+ 0,3 %).

Les mises en chantier progressent mais les autorisations diminuent

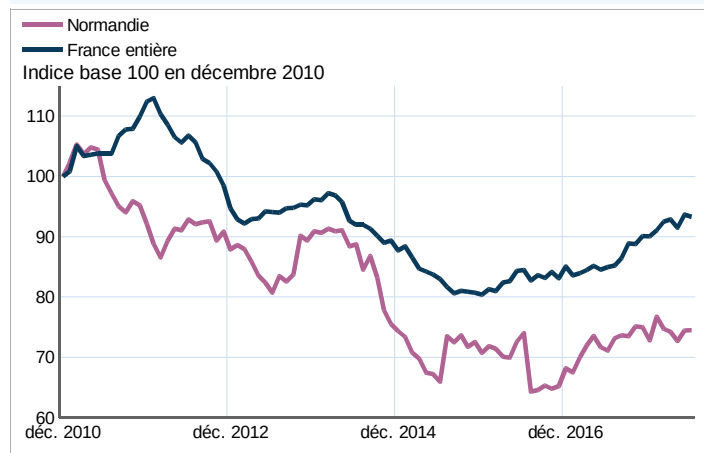
Au 2^e trimestre 2018, les mises en chantier de logements augmentent de 5,2 % en Normandie (figure 6), alors qu'elles diminuent légèrement au niveau national (- 0,3 %). Cette dynamique est particulièrement forte dans le Calvados (+ 9,9 %), un peu moins dans la Seine-Maritime et l'Orne. Elle se maintient dans l'Eure et baisse dans la Manche (- 3,2 %). Sur un an, la Normandie se détache nettement du niveau national (+ 18,9 % contre + 6,3 % en France hors Mayotte).

6 Évolution du nombre de logements commencés



Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois. La ligne verticale rouge représente la fin du trimestre d'intérêt.
Source : SDES, Sit@el2.

7 Évolution de la surface de plancher des locaux commencés à la construction



Notes : données brutes en date de prise en compte. Moyenne glissante sur 12 mois.
Sources : SDES, Sit@del2.

L'évolution des autorisations de construction de logements laisse toutefois envisager un ralentissement. En effet, leur cumul annuel baisse de 3,0 % dans la région ce trimestre (- 1,4 % en France hors Mayotte).

La Seine-Maritime (- 7,3 %) et le Calvados (- 5,7 %) refluent particulièrement.

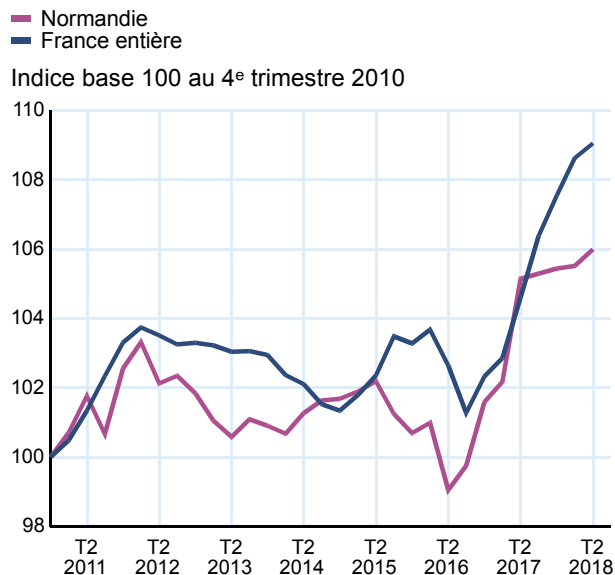
En surface de plancher, les mises en chantier de locaux augmentent très faiblement ce trimestre, en Normandie (+ 0,3 %, figure 7) comme en France (+ 0,5 %). La vive hausse dans l'Eure (+ 13,9 %) et l'Orne (+ 6,5 %) compense en effet la forte baisse dans le Calvados (- 11,6 %). Sur un an, les mises en chantier de locaux augmentent toujours nettement dans la région (+ 4,8 %), mais moins qu'en France (+ 9,8 %). Comme pour les logements toutefois, les autorisations de construction de locaux diminuent en Normandie (- 1,0 %). Elles progressent nettement dans le Calvados (+ 9,4 %), augurant d'une reprise des mises en chantier, mais, à l'inverse, diminuent d'autant en Seine-Maritime (- 9,8 %).

Les nuitées ralentissent en France mais accélèrent en Normandie

En France, les nuitées passées dans les hôtels ralentissent ce trimestre (+ 1,4 % en glissement annuel après + 5,2 % au précédent trimestre), en raison notamment des grèves dans les transports. La progression des nuitées est légèrement meilleure en Normandie (+ 1,6 % ; figure 8), après un premier trimestre presque stable, du fait d'une hausse de la clientèle française (+ 1,9 % contre - 1,1 % au niveau national). La clientèle étrangère ne progresse que très faiblement par rapport au trimestre précédent (+ 0,5 % contre + 13,8 %), et par rapport au niveau national, qui bénéficie de la dynamique hôtelière de la Corse, de la Bretagne et du Centre-Val de Loire.

Les nuitées sont en hausse dans tous les départements normands, hormis la Seine-Maritime qui subit une baisse de sa clientèle française. Dans l'Eure et la Manche, la clientèle étrangère recule, mais la clientèle française progresse fortement.

8 Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Notes : données trimestrielles brutes. Chaque point représente le cumul du nombre de nuitées des 4 derniers trimestres en base 100 au 4^e trimestre 2010.
Source : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE.

Les créations de micro-entreprises ralentissent mais restent soutenues

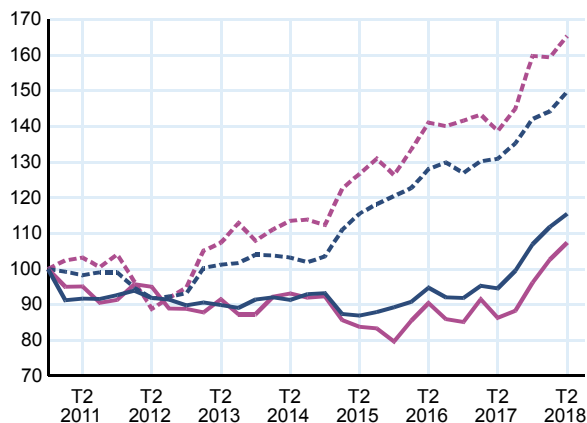
Au deuxième trimestre 2018, la progression des créations d'entreprises ralentit en Normandie par rapport au trimestre précédent (+ 4,6 % après + 6,7 % ; figure 9), comme en France (+ 3,3 % après + 4,5 %). Dans la région, les immatriculations d'entreprises classiques repartent (+ 3,8 % après - 0,3 %), mais celles de micro-entreprises décélèrent nettement (+ 6,0 % après

+ 20,6 %). Au niveau sectoriel, les créations restent dynamiques dans le domaine commerce/transports/hébergement/restauration (+ 12,2 %). Elles ralentissent dans l'industrie (+ 3,6 % après + 16,2 %) et continuent de fléchir dans la construction (- 2,3 %). Dans les services, elles sont en légère hausse (+ 1,7 %), mais représentent toujours la moitié des créations.

9 Créations d'entreprises

- Normandie hors micro-entr.
- France entière hors micro-entr.
- Normandie y/c micro-entr.
- France entière y/c micro-entr.

Indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

En cumul annuel, les créations d'entreprises en Normandie progressent de 5,5 % ce trimestre. Cette amélioration concerne tous les départements, mais plus particulièrement la Seine-Maritime.

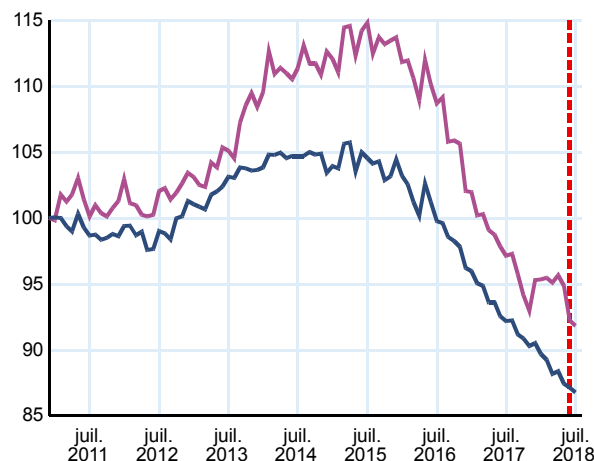
Parallèlement, les défaillances brutes cumulées sur 12 mois fléchissent à nouveau ce trimestre, de 3,0 % en Normandie contre 1,2 % en France (figure 10). Elles reculent dans l'agriculture (- 5,1 %), l'industrie (- 7,0 %), la construction (- 4,4 %) et le commerce (- 7,2 %). Elles augmentent toutefois dans les services (+ 1,1 %).

Les défaillances diminuent dans tous les départements normands de 6,4 % dans l'Orne à 0,3 % dans la Manche. ■

10 Défaillances d'entreprises

- Normandie
- France entière

Indice base 100 en décembre 2010



Notes : données mensuelles brutes au 19 septembre 2018, en date de jugement. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois. La ligne verticale rouge représente la fin du trimestre d'intérêt.
Source : Fiben, Banque de France.

Contexte international : début 2018, les écarts de croissance s'accroissent entre les grands pays

Au premier semestre 2018, l'activité a été stimulée aux États-Unis par une politique budgétaire procyclique ; en zone euro, l'allant des économies allemande et espagnole contraste avec les difficultés observées en Italie. Certaines économies émergentes connaissent par ailleurs de fortes tensions financières et inflationnistes. L'environnement international resterait néanmoins porteur, avec un commerce mondial encore dynamique malgré les tensions protectionnistes.

Contexte national : En France, l'activité accélérerait au second semestre après avoir été modérée au premier semestre

La croissance française a nettement ralenti au premier semestre (+ 0,2 % par trimestre) après une année 2017 très dynamique. Au-delà des facteurs internationaux qui ont pesé sur le climat des affaires, l'activité économique a été pénalisée par des facteurs ponctuels (grèves, baisse du pouvoir d'achat au premier trimestre, moindre consommation en énergie, maintenance de raffineries). Cependant, le retour à la normale dans les secteurs des transports et de l'énergie, combiné à des immatriculations dynamiques durant l'été, conduirait à un rebond de la consommation des ménages au troisième trimestre. En fin d'année, le pouvoir d'achat progresserait fortement en raison des réductions de cotisations sociales et de taxe d'habitation ; il prendrait ainsi le relais pour soutenir la consommation. Bénéficiant également d'un investissement des entreprises robuste et d'une accélération des exportations, le PIB français croîtrait de 0,5 % au troisième trimestre puis de 0,4 % au quatrième, conduisant à une croissance de 1,6 % en moyenne en 2018.

Insee Normandie
5, rue Claude Bloch- BP 95137
14024 Caen Cedex

Directeur de la publication :
Daniel Brondel

Rédactrice en chef :
Maryse Cadalanu

Attachée de presse :
Carole Joselier
Tél : 02.35.52.49.17

ISSN : 2105-1151@Insee 2018

Pour en savoir plus :

- Pouget J., Tallet F., "Le pouvoir d'achat se redresse, mais les incertitudes internationales persistent", *Point de conjoncture*, octobre 2018
- Tableaux de bord de la conjoncture www.insee.fr/fr rubrique **Statistiques**

